

COMMENT ÊTRE DE GAUCHE AUJOURD'HUI*

Par Zaki Laïdi

Pour la troisième fois consécutive, la gauche a perdu l'élection centrale du système politique français. Ce troisième échec peut à certains égards s'apparenter aux revers cuisants enregistrés par le parti travailliste britannique et à l'arrivée au pouvoir des conservateurs à partir de 1979. Mais comparaison n'est pas raison. Car même si la gauche française se situe à un étiage relativement bas et à l'un des plus bas de son histoire, le Parti socialiste reste très présent. Sociologiquement, électoralement et territorialement son implantation ne s'est pas effondrée.

En réalité, si crise il y a, elle est avant tout de nature idéologique. Elle tient à l'impressionnante érosion du socle des références et des croyances qu'a historiquement véhiculé le socialisme français et à sa difficulté à se renouveler dans un contexte qui n'est plus naturellement le sien. Un contexte marqué par l'érosion de l'Etat en tant que démiurge du social, par la montée de l'individualisation des préférences et des choix et enfin par l'érosion du cadre national en tant que cadre de formation des compromis sociaux. Ces évolutions ne sont naturellement pas propres à la société française. Mais elles sont plus douloureusement ressenties par notre société que par les autres car la centralité de l'Etat n'y a jamais été que fonctionnelle. Elle est aussi identitaire.

De ce point de vue, l'enjeu pour la gauche est double. Elle doit non seulement repenser son rapport au volontarisme étatique, qu'elle hérite aussi bien de la pensée socialiste que de la tradition française, mais faire en sorte que ce changement lui permette encore de se différencier de la droite.

* Ce texte reprend les grandes lignes d'une intervention faite à l'Université d'été du Parti socialiste, le 1^{er} septembre 2007.

Car toute la difficulté est là : comment rester une force de gauche porteuse de valeurs propres tout en se délestant de croyances et de visions du monde qui lui permettent d'être en résonance avec la société dans laquelle elle vit ?

Ainsi, avant de rédiger un nouveau programme, d'élaborer un nouveau projet ou de réaliser une nouvelle synthèse, il importe pour la gauche de se doter d'un nouveau langage, d'une nouvelle énonciation du politique. Dire et se dire de gauche aujourd'hui. Cette nouvelle énonciation devrait se construire autour de trois axes :

- une appréhension nouvelle du rapport du politique à la société ;
- une vision plus ouverte, et donc moins déterministe, du changement social ;
- un rapport au changement mondial qui ne soit pas purement défensif.

Un parti politique n'a pas vocation à transformer la société

La gauche française est l'héritière d'une longue tradition révolutionnaire dont l'imaginaire politique s'est construit puis figé autour de ce que Lénine appela fort justement le modèle de « l'Etat et de la Révolution ». Dans l'opposition, la gauche s'est souvent présentée comme révolutionnaire, notamment pour contrer l'influence du Parti communiste. Mais ce qui répondait initialement à un souci tactique est au fil du temps devenu un élément central de culture politique. Au point que même après l'effondrement du Parti communiste, le Parti socialiste a continué à inscrire son énonciation du politique dans cette épure, car l'intimidation idéologique venait cette fois de l'extrême gauche.

Au nom d'une vision transformatrice de la société, le Parti socialiste a eu ainsi tendance à dévaloriser les démarches « gestionnaires », sous-entendu réformistes car jugées peu ambitieuses sur le plan social. Le paradoxe est qu'une des forces du socialisme français a historiquement été son socialisme gestionnaire appelé aussi

socialisme municipal. Mais celui-ci a toujours évolué en marge, pourrait-on dire, de la scène nationale et de ses débats idéologiques.

Ainsi s'est construite toute une représentation du politique à gauche qui non seulement conduisait à nier le réel, mais encore davantage à le dévaloriser, au nom précisément d'une vision fantasmée du changement social devant émaner d'une force politique de transformation.

De ce modèle, la gauche doit prendre congé. Elle doit le faire d'autant plus que l'ambition d'un parti politique réformiste, même issu d'une tradition révolutionnaire, ne peut plus être la transformation de la société. Cette hypothèse peut surprendre. C'est pourquoi elle doit être explicitée.

Dans le monde d'aujourd'hui où le rythme du changement social s'est considérablement accéléré par le jeu croisé de l'innovation et de l'obsolescence, un parti politique change beaucoup moins vite que la société. N'importe quel adhérent du Parti socialiste peut se rendre compte aisément que la société le transforme davantage que son parti transforme la société. Et, d'une certaine façon, cette réalité n'a rien de surprenant. Elle ne fait que confirmer l'obsolescence de la vieille idée du parti d'avant-garde.

Du même coup, l'idée selon laquelle un parti politique devrait être porteur d'un projet clé en mains pour transformer la société se trouve forcément, elle aussi, condamnée. Car le politique ne peut plus avoir le statut et la prétention à totaliser la société. Le politique n'est plus tout. Mais le fait qu'il ne soit plus tout ne le condamne pas pour autant. Car si le politique n'est plus tout, il est plus que jamais présent dans tout. Il irrigue toutes les dimensions de la vie sociale et de manière croissante car son intervention ou ses arbitrages sont de plus en plus requis dans une société complexe où aucune solution ne va facilement de soi.

Simplement, au lieu d'intervenir en position de surplomb sur le mode directif, il ne peut agir qu'en interaction avec les autres acteurs économiques, sociaux ou culturels. Ce que l'on appelle la « gouvernance » n'est au fond rien d'autre que ce changement topographique du politique. Son action est plus horizontale que verticale.

Au regard de ce changement, et si on veut bien accepter son fondement, on constatera alors assez aisément que tous les prétendus clivages entre gestion et transformation perdent à peu près toute signification.

Au demeurant, il n'est guère possible de réfléchir utilement sur le rôle d'un parti politique dans une société si l'on ne s'interroge pas préalablement sur la nature et le contenu de la demande politique telle qu'elle émane des citoyens.

Or dans des sociétés modernes et hautement individualisées, le rapport au politique ne se construit chez les individus qu'à partir de leurs vécus. Ce n'est qu'au travers de ce qu'ils vivent subjectivement que ceux-ci se représentent le monde dans lequel ils vivent. Ce n'est donc pas à partir des ambitions théoriques et abstraites des partis politiques qu'ils appréhendent et jugent le politique, mais de sa capacité à entrer dans leurs vécus pour en améliorer le contenu ou en enrichir le sens. Ces mondes vécus sont de plus en plus nombreux, car les individus sont rattachés à un nombre croissant de réseaux et de situations. Les individus ne vivent plus dans un monde commun mais dans une pluralité de « mondes vécus » dont les recoupements sont fonctionnels, contingents et individuels. De sorte que l'appartenance à un monde vécu ne donne pas de clé pour comprendre l'appartenance à d'autres mondes vécus. On peut même penser que l'individu cherche à donner sens à sa vie en démultipliant ses « mondes vécus » sans chercher à les harmoniser ou à les totaliser. Ainsi un individu tiendra volontairement à distance sa famille de son milieu professionnel, précisément pour ne pas être totalement absorbé par celui-ci. Avec la mondialisation

et le potentiel de déterritorialisation qu'elle induit, l'individu pourra vivre dans un univers professionnel totalement détaché de son environnement réel et immédiat. L'individu fait ainsi de moins en moins partie d'un système, rendant très problématique, voire illusoire, la notion même de « projet de société » porté par un parti politique. Ce dernier reste un rouage important dans une société démocratique. Mais ce n'est qu'un rouage dans une dynamique de transformation beaucoup plus large, beaucoup plus ample, que le politique est là pour alimenter et non pour commander.

Une vision plus ouverte du changement social

Le second axe sur lequel devrait s'effectuer le travail d'énonciation du politique à gauche devrait porter sur la représentation du changement social. Trop souvent, ce changement est perçu en termes purement déterministes connotés négativement. Globalement, le changement social est perçu comme inquiétant, menaçant, négatif et il appartiendrait à la gauche de retrouver les équilibres antérieurs jugés généralement comme plus favorables. Cette représentation ne relève pas du hasard. Elle est le produit d'une vieille culture marxiste dans ce qu'elle a de plus catastrophiste, d'une idéalisation rétrospective et enjolivée des Trente Glorieuses et d'une vision réparatrice de l'ordre social liée à l'absence même de vision propre du changement social. Ainsi, par la force des choses, la légitimité de la gauche s'est construite sur une aspiration à réparer ce qui a été ou aurait été détruit par la droite. La gauche, ce serait la réparation. « Eux, ils détruisent, nous on restaure ». Le problème est que, par delà le schématisme du raisonnement, s'est développée une vision conservatrice du changement (« revenir en arrière ») qui n'en vient à voir celui-ci qu'au travers de déterminismes lourds, forcément négatifs, générateurs de pessimisme social. Plus grave encore est l'irréalisme de cette vision réparatrice, comme en témoigne la

position du Parti socialiste sur l'avenir des retraites. On parle bien sûr d'espérance. Mais c'est de manière tout à fait formelle. Ce qui est réel, ce qui est mis en avant, ce sont les drames sociaux et les dérèglements économiques. On ne met jamais l'accent sur ce qui peut être positif dans le changement social, sur les opportunités qu'il ouvre, sur ses développements inattendus et contingents dont il faudrait se saisir. Plus encore, tout est vu à travers le prisme économique. L'autonomie des processus culturels ou anthropologiques de l'individualisme est par exemple absente, y compris chez les plus réformistes. Or toutes les structures sociales ont un caractère évolutif et dynamique. Dans la reproduction, il n'y a pas seulement des contraintes mais également des pratiques sociales. Dans le changement social, il n'y a donc pas que du déterminisme. Il y a aussi de la contingence, de l'inattendu, de l'imprévu, de la bifurcation. Et de cela, il n'est jamais question à gauche, comme si mettre en évidence les potentialités ou les opportunités du changement sonnerait comme une concession idéologique à l'ordre établi.

Le meilleur exemple nous est donné par l'Internet. Voici un instrument qui existe techniquement depuis près de quarante ans et dont le développement eut été totalement différent si des individus en avaient décidé autrement. En effet, ceux qui ont créé l'Internet sont des chercheurs du CERN à Genève qui ont inventé le langage html, condition indispensable de sa mise en service. Mais d'entrée de jeu, ils ont décidé de faire de ce langage un bien public accessible à tous et non un bien privé. Ils auraient pu le faire. Mais ils ne l'ont pas fait. Ce faisant, ils ont bouleversé l'équation du problème. Et il est bien évident qu'ils ne pouvaient nullement anticiper les conséquences économiques, sociales et culturelles de leur choix. Ainsi est-ce presque par accident, autrement dit par choix, qu'a été créé le plus grand bien public du XXI^{ème} siècle. On a bien là l'exemple d'une réalité sociale qui n'est pas réductible aux déterminismes réels ou supposés du capitalisme mondialisé.

Naturellement, il est plus difficile pour un parti politique de mettre en valeur l'aléa, la contingence et l'incertitude que de mettre en scène les évolutions inéluctables et inquiétantes. Mais un parti de gauche ne peut pas être que le seul réceptacle des peurs sociales et le metteur en scène politique du pessimisme social. Il se doit aussi d'aider ceux qui se reconnaissent en lui, de commencer à penser autrement, différemment.

Repenser le rapport au marché et au monde

Ceci nous conduit naturellement à poser la question du rapport de la gauche à la mondialisation, qui n'est au fond que le nouveau nom du changement social.

D'emblée il convient de laisser de côté les appréciations purement normatives de cette mondialisation, qui conduiraient à choisir entre un « versant heureux » ou « malheureux » de celle-ci. Rapporter la mondialisation à ces qualifications n'a à peu près aucun sens.

La gauche ne doit en aucun cas abandonner son analyse critique du capitalisme mondialisé. Mais elle doit surtout tenir la balance plus égale entre les déséquilibres qu'elle crée et les opportunités qu'elle ouvre. Or ce travail n'a pas été fait. En se calant paresseusement sur le radicalisme d'ATTAC ou les impasses du bovétisme, la gauche réformiste s'est dispensée de développer une réflexion propre sur la mondialisation qui lui aurait permis d'en avoir une vision moins réductrice, manichéenne et surtout plus constructive.

Rappelons tout d'abord ce qu'est vraiment la mondialisation. C'est au XXIème siècle un ensemble de processus d'interpénétration des sociétés par l'échange, de sorte que ce ne sont plus seulement les économies qui se trouvent mises en compétition, mais leurs systèmes sociaux. C'est ce qui rend la résonance de ses enjeux beaucoup plus forte dans la société. Sa conséquence est de rendre plus difficile la

définition de nouveaux compromis sociaux, même si l'hypothèse d'une déformation de la valeur ajoutée au profit du capital et au détriment du travail n'est nullement démontrée.

D'un point de vue de gauche, la mondialisation pose problème car elle est génératrice de nombreuses mutations et aussi de multiples déséquilibres. Elle crée des perdants et des gagnants sociaux. Elle n'est pas mécaniquement favorable à tous, même si la dynamique entre perdants et gagnants est à la fois très fluide et extraordinairement complexe. Mais ce n'est pas en noircissant le tableau du monde qu'on se rapprochera d'une interprétation pertinente ou de solutions opératoires.

Il y a tout d'abord dans le rapport de la gauche à la mondialisation une aporie politique majeure. Elle concerne le lien entre le processus de mondialisation et l'émergence d'un monde multipolaire. Or si il y a une explication de fond à l'émergence de nouveaux pôles de puissance, c'est bien parce que la mondialisation contribue au déplacement des lieux où se créent de nouvelles richesses. L'idée d'une « mondialisation américaine » est aujourd'hui dépassée. Non pas que les Etats-Unis n'en profitent pas. Mais ils n'en profitent ni mécaniquement ni exclusivement. En réalité, la mondialisation au XXIème siècle marque la fin de la rente de l'Occident sur le monde. Du point de vue d'une gauche qui se réclame de l'internationalisme, il est difficile de faire l'impasse sur cette évolution capitale, sauf à refuser aux autres le droit de se développer et de s'enrichir eux aussi. Certes, on peut comprendre les difficultés de la gauche à se réjouir d'une évolution qui peut mettre en danger des salariés du Nord ou qui creuse les inégalités. Mais dans la mesure où le statu quo est intenable, il est préférable de s'adapter à un monde qui change pour y prendre toute sa place plutôt que de refuser un changement que l'on ne pourra pas contrarier.

Reste un point central qui est celui du lien entre mondialisation et inégalités. Là aussi, d'un point de vue de gauche traditionnel, le fait que la mondialisation accroisse

les inégalités est censé délégitimer politiquement celle-ci. Mais, comme toujours, la réalité n'est pas réductible à des simplifications de cet ordre. Tout d'abord, et sans rentrer dans des analyses trop techniques, il faut avant toute chose savoir de quelles inégalités on parle. Des inégalités entre pays ou entre individus ? Par ailleurs, lorsqu'on parle des inégalités entre pays, raisonne-t-on comme si la Chine et le Botswana pesaient du même poids, ou pondère-t-on ce résultat par rapport à la population de chaque pays ?

Or, selon les critères retenus, les réponses seront différentes. Les inégalités entre pays augmentent indéniablement. Mais si l'on pondère ces comparaisons par la population, elles reculent depuis cinquante ans. Statistiquement, c'est le facteur chinois qui est responsable de cette évolution.

Il est néanmoins indéniable que les inégalités à l'intérieur des sociétés se creusent. Mais là encore, il faut penser ce problème dans sa complexité. En premier lieu, ce n'est pas parce que les inégalités se creusent que les sociétés ne progressent pas. Et ce n'est pas parce que les inégalités se creusent que les individus s'appauvrissent. L'identification de l'inégalité à une régression insupportable et inéluctable est tout simplement infondée. Prenons l'exemple de la Chine. Les inégalités s'y creusent indéniablement depuis au moins quinze ans. Mais ce n'est pas parce que les inégalités se creusent que les Chinois ne progressent pas ou ne s'enrichissent pas. Le niveau de vie moyen s'est très sensiblement élevé pour les Chinois dans leur ensemble, mais certains groupes sociaux en tirent plus grand avantage. C'est la raison pour laquelle il n'y a pas de contradiction entre l'accroissement des inégalités et le recul de la pauvreté absolue.

Enfin, il faut bien comprendre que les inégalités ne sont pas la seule expression d'une dynamique prédatrice. La première cause de l'accroissement des inégalités dans le monde tient tout d'abord à l'écart de rémunération entre le travail qualifié et

non qualifié. C'est donc sur cet écart qu'il convient d'agir à la fois en relevant le niveau de qualification générale de la population et en évitant que les travailleurs non qualifiés ne soient pas encore plus marginalisés.

C'est d'ailleurs là que la théorie néo-libérale est la plus vulnérable et la plus contestable. Car, contrairement à ce qu'elle affirme, la mondialisation ne réduit pas mécaniquement les inégalités au prétexte que l'échange favoriserait les qualifiés du Nord et les non qualifiés du Sud. La réalité est bien plus complexe. Dans beaucoup de pays du Sud, ce sont les travailleurs qualifiés qui tirent avantage du relèvement des qualification, soit parce qu'ils prennent le travail des non qualifiés, soit parce qu'ils tirent un avantage concurrentiel par rapport aux travailleurs qualifiés du Nord (informaticiens indiens).

Tout ceci pour dire qu'il ne sert à rien de penser ces enjeux en termes purement idéologiques. Fondamentalement une économie ouverte est source d'enrichissement et de prospérité accrus. Mais en même temps, croire qu'il suffit de s'ouvrir pour prospérer est d'une naïveté confondante. L'ouverture ne produit des effets bénéfiques que pensée dans un cadre stratégique global et non comme une fin en soi. Là encore, il n'est pas nécessaire de faire trop confiance aux libéraux, pour qui l'ouverture est toujours bénéfique aux pays en développement. L'exemple le plus souvent donné est celui de la libéralisation des marchés agricoles que l'on présente comme un bonheur sans mélange. Or cet argument n'est globalement pas exact. Si l'Europe décidait d'ouvrir ses marchés agricoles à la concurrence mondiale, certains pays en profiteraient mais d'autres en pâtiraient. Et parmi ces derniers se trouvent beaucoup de pays africains bénéficiant d'un accès préférentiel, et donc protégé, aux marchés européens.

Pour la gauche, l'enjeu n'est pas d'apaiser ou de rassurer des gens inquiets en relativisant leurs peurs ou leurs misères. Il est d'offrir des solutions à leur détresse.

Mais encore faut-il que ces solutions soient adaptées au monde d'aujourd'hui et non pensées par rapport au monde d'hier.

Prenons un seul exemple : celui des travailleurs non qualifiés. Comment les aider ? On peut naturellement les aider à se requalifier. Mais cette possibilité n'est pas ouverte à tous les non qualifiés. Pour la plupart d'entre eux, la solution passer par leur entrée sur le marché de l'emploi. Or il existe en France de très nombreuses barrières à l'entrée des non qualifiés sur le marché du travail, barrières de nature réglementaire et anti-concurrentielles. La surenchère indécente sur le Smic est le meilleur exemple d'une pensée anti-économique et pour finir anti-sociale puisque conduisant à l'exclusion des travailleurs non qualifiés.

La question est donc la suivante : la déréglementation des barrières à l'entrée peut-elle oui ou non favoriser le recrutement de travailleurs non qualifiés ? Ce qui renvoie à une question plus fondamentale et qui est pour la gauche la plus essentielle : est-il possible de revenir aux mécanismes du marché pour réduire les inégalités ? C'est cela la vraie question, et non la question abstraite de savoir si la gauche accepte ou non l'économie de marché.

De manière plus précise encore, la vraie question qui se pose à la gauche est celle de savoir dans quelle mesure elle peut intégrer les logiques d'incitation par le marché à son dispositif de lutte contre les inégalités. Or, il y a eu jusque là une certaine réticence de sa part à dépasser les simples dispositifs de redistribution. La manière dont la prime pour l'emploi a été littéralement émasculée illustre à quel point elle a du mal à jouer sur les incitations. Dans une société où l'Etat ne peut plus garantir des situations mais plutôt des parcours, ce basculement est essentiel. Or la gauche a très clairement peur de rentrer dans une logique d'incitations, à la fois parce qu'elle craint de reconnaître que dans une économie, il peut y avoir des désincitations à travailler et aussi parce que le marché lui paraît un engrenage.

Or, tant que le gauche n'aura pas admis que le marché peut constituer un auxiliaire efficace de lutte contre les inégalités, elle continuera à s'en tenir à un modèle formel, à une réalité qui n'existe plus.

Le fait que, de manière conditionnée, la gauche se montre hostile à toute idée d'augmentation des frais d'inscription dans les universités, censée préluder à la privatisation d'un bien public, montre à quel point elle méconnaît les inconvénients de ce système actuel et les avantages potentiels d'un système plus équitable même s'il est formellement moins égalitaire. En effet comment croire que le maintien d'une scolarité supérieure quasi gratuite constituerait un progrès dans une société inégalitaire ? En quoi est-ce être de gauche que d'accepter que fils de riches et fils d'ouvriers s'acquittent rigoureusement des mêmes droits alors que l'équité voudrait que ces droits soient au moins proportionnels aux revenus de leurs parents ?

Le fait que le système de retour à l'emploi en France soit à ce point si peu performant est une survivance –très française- de l'idée que le marché du travail n'est pas un marché comme les autres. Or, toutes les politiques de retour à l'emploi qui ont réussi dans le monde sont celles qui ont pleinement intégré le fait que le marché du travail était un marché comme un autre et que, face à une demande, il fallait proposer la meilleure offre à travers un suivi individualisé des demandes d'emplois. Sur ce plan, le retard français est indéniable. Ce point est important car il montre aussi qu'une libéralisation du code du travail ne provoquera pas une baisse massive du chômage comme le répète le MEDEF si en contrepartie on améliore pas le dispositif de retour à l'emploi. Les deux démarches doivent aller de pair.

Les instruments de régulation

Reste un dernier grand enjeu qui est celui de la régulation de la mondialisation. En effet, dans un monde où les Etats deviennent trop petits pour des grands problèmes et parfois trop grand pour des petits, la question de la régulation est essentielle pour protéger les Etats, les identités, les systèmes politiques nationaux, en l'absence de démocratie mondiale, et, de façon plus générale, les préférences collectives de chaque société. Même dans un espace mondialisé, les sociétés conservent, malgré tout, leurs histoires propres et leurs traditions.

Comment donc agir sur la régulation de la mondialisation, sachant que tous les Etats n'en ont pas la même définition ?

a) Investir les institutions existantes

La première modalité consiste à faire confiance aux institutions multilatérales existantes plutôt que de chercher à les disqualifier. L'erreur politique la plus grave de la gauche en la matière aura été d'avoir longtemps critiqué l'OMC parce qu'ATTAC ou la Confédération paysanne en disaient beaucoup de mal. Or l'OMC n'est pas véritablement ce que l'on croit. Elle présente de nombreux défauts de gouvernance. Mais elle offre de nombreux avantages, dont celui de permettre aux plus démunis de porter plainte contre des pratiques déloyales des plus puissants. La démarche n'est pas garantie mais c'est le seul lieu où cela est possible. Le cas des producteurs africains de coton, étranglés par les cotonniers américains lourdement subventionnés et enlevant aux premiers toute chance d'être compétitifs, en atteste. L'OMC contribue certes à la libéralisation des échanges, mais elle pose toujours des règles en la matière. D'où la lourdeur de ses procédures et l'extrême complexité de ses négociations. Aujourd'hui, ce sont d'ailleurs les pays en développement qui sont les plus attachés à l'OMC qu'ils veulent mettre au service du développement. En matière

de libéralisation des échanges, la position de la gauche se doit d'être équilibrée non pas par souci d'équilibrisme mais tout simplement parce que la réalité est ambivalente. Tendanciellement, la libéralisation des échanges est bénéfique à la croissance et au développement.

Mais à la différence des libéraux, il ne faut penser la libéralisation des échanges que comme un processus parmi d'autres. Si le reste ne suit pas, elle ne sera qu'illusoire ou, pire, néfaste. Symétriquement, il convient de se déprendre de cette idée très en vogue dans l'altermondialisme français, pour qui résister à l'ouverture des marchés est un objectif politique à atteindre au mépris de toute analyse approfondie sur ses avantages et ses inconvénients.

b) démocratiser les institutions multilatérales

Paradoxalement, l'OMC est, de toutes les institutions, celle qui a le moins besoin d'être démocratisée puisqu'elle l'est largement. En son sein, les décisions se prennent par consensus et les plus puissants sont contraints de composer avec ceux qui le sont moins. Mais c'est la seule. Même si le G-8 n'est pas une institution à proprement parler, son existence est une véritable insulte au pluralisme mondial. Son ouverture aux émergents est donc essentielle. La réforme du FMI l'est tout autant, tant est flagrante la sous représentation des pays émergents. Le FMI est d'ailleurs une institution en crise, notamment parce que les émergents n'ont plus besoin de lui. Ils ont accumulé suffisamment de réserves pour se dispenser de celles du FMI. Le problème est comparable pour la Banque Mondiale : son problème n'est pas de manquer de moyens mais d'en avoir trop pour des pays émergents qui ont accumulé d'énormes réserves et qui n'ont que faire de la conditionnalité de la Banque

Mondiale. Ce qui, là encore, montre à quel point les rapports de force mondiaux se transforment en créant de nouveaux gagnants.

Il reste une importante dimension de la démocratisation de la vie internationale qui passerait potentiellement par l'association de la société civile aux choix de gouvernance mondiale. De fait, de nombreuses ONG exercent une fonction d'alerte et d'expertise considérable dans certains domaines, notamment l'environnement et le développement. Le consensus planétaire sur le changement climatique n'aurait jamais pu se faire sans l'existence d'une communauté de scientifiques développant des conclusions convergentes sur le sujet. En matière de développement, des ONG jouent aussi un rôle non négligeable auprès de certains pays en développement pour les aider à défendre leur point de vue à l'OMC.

Reste à savoir si l'institutionnalisation de la présence des ONG est possible, voire souhaitable. Or, dans ce domaine, il n'y a guère consensus. Les pays en développement y sont globalement défavorables car ils y voient une atteinte à la souveraineté des Etats. De surcroît, ils craignent que les préférences défendues par les ONG soient celles des pays riches, qui n'est d'ailleurs pas faux. Ce qui montre, là encore, combien il est erroné de se représenter les clivages politiques sur la mondialisation comme des clivages simples entre partisans et adversaires du tout marché. Aujourd'hui, en s'appuyant sur l'exemple de l'OMC, on peut recenser au moins trois lignes de clivages : pays riches/pays en développement ; pays émergents/pays pauvres ; pays « offensifs »/pays « défensifs ». Cette dernière ligne de clivage qui oppose ceux qui veulent plus d'ouverture à ceux qui n'en souhaitent pas n'est cependant pas homogène car, beaucoup de pays sont très offensifs dans un domaine et très défensifs dans d'autres. Les Indiens voudraient bien que les pays riches ouvrent leurs frontières à leurs travailleurs qualifiés mais se montrent réticents à libéraliser leur agriculture. Les Brésiliens voudraient que l'Europe se prive de tout

soutien à son agriculture, mais ne sont pas disposés à déprotéger leur industrie. Les Européens veulent accéder aux marchés émergents mais ne veulent pas que l'ouverture de leurs marchés agricoles se fasse au prix d'une disparition de leurs agriculteurs. Tout le monde ou presque a avantage à la fois à plus de libéralisation et à moins de libéralisation, ce qui rend un accord de plus en plus difficile en même temps qu'il rend le retour généralisé au protectionnisme fort peu probable.

c) hiérarchiser les normes internationales

Tout le monde s'accorde à penser qu'un des enjeux de la concurrence globale est de mieux organiser la hiérarchie des normes de façon notamment à ce que les normes de l'échange et du marché ne priment pas sur toutes les autres normes ou valeurs, qu'elles soient environnementales, sociales ou culturelles. Du point de vue de la gauche, il est impératif que des valeurs non marchandes restent protégées d'une libéralisation généralisée des échanges au nom de l'idée qu'il existe des valeurs non marchandes. Les Européens sont et se font les chantres de cette démarche en défendant la multifonctionnalité de l'agriculture, la diversité culturelle, le refus des OGM, le principe de précaution ou en refusant des offres d'ouverture de certains services à l'OMC comme l'éducation.

Dans cette perspective, deux problèmes se posent. Sur quelle base convient-il de fonder cette hiérarchie des normes ? Comment ensuite l'organiser ?

Or ces deux problèmes sont extraordinairement difficiles à résoudre car beaucoup plus complexes qu'il n'y paraît. Si l'on prend par exemple la question de l'environnement, la prévalence des normes environnementales sur les normes commerciales, lorsqu'elles entrent en conflit, n'est pas admise par tout le monde. De surcroît il existe une liste impressionnante de normes environnementales. Les enjeux du changement climatique ne sont pas du même ordre que ceux qui touchent aux déchets toxiques. Il faut donc hiérarchiser les normes entre elles mais au sein de

chaque système normatif, procéder à une hiérarchisation des enjeux. De surcroît il n'est pas sûr ou forcément acceptable que des normes non marchandes doivent systématiquement prévaloir sur des normes marchandes : cela pourrait ouvrir la voie à tous les abus, surtout quand les normes sont d'origine privée. Un lobby commercial puissant et bien organisé a vite fait de trouver la bonne norme environnementale qui lui permettra de faire pièce à l'importation de certains produits. Cela est d'ailleurs déjà le cas en Europe ou aux Etats-Unis. Par ailleurs, même lorsque nous avons des normes élevées qui pénalisent certains pays en développement, il faut s'assurer qu'ils puissent s'adapter à nos standards afin de ne pas trop perdre au change.

Pour autant, une libéralisation des échanges non conditionnelle n'est pas acceptable. Par rapport à l'environnement et à la sécurité alimentaire, il faudrait pouvoir définir un régime de circulation des biens et des services qui distinguerait:

- les biens ne donnant pas lieu à des restrictions particulières sinon techniques ou réglementaires
- ceux présentant des risques pour la santé et l'environnement, et pour lesquels il conviendrait de négocier à l'OMC des règles dérogatoires au libre-échange
- Les biens dont la circulation serait conditionnée par le respect de certaines règles d'information et de traçabilité sociale ou environnementale. Un consommateur est en droit d'être sûr que tel jouet n'a pas été fabriqué par des prisonniers chinois ou produit avec du bois non certifié.

Sur tous ces enjeux, le champ de la réflexion est infini. Mais la progression sur cette voie ne se décrètera pas par un conseil de sécurité économique ou un G-8, même élargi. Et sur ce plan, il y a une singulière contradiction chez ceux qui, par exemple à gauche, critiquent l'OMC tout en exigeant que celui-ci prenne en compte l'environnement et les normes sociales. Sauf qu'en agissant de la sorte, on renforcera

encore plus le rôle de l'OMC dans la gouvernance mondiale, ce qui n'est pas souhaitable.

La progression passe par la mise en place de réseaux de gouvernance mondiale regroupant Etats, experts, ONG, acteurs privés qui pourraient commencer par produire des orientations standard capables de s'imposer auprès des différents acteurs par différents canaux : information et sensibilisation de l'opinion, lobbying auprès des Etats, définition des meilleures et des mauvaises pratiques, etc. La meilleure façon de faire progresser la hiérarchie des normes consiste à rendre certains principes légitimes auprès des opinions avant de les faire acter par des institutions internationales.

Naturellement, cette démarche n'est pas contradictoire avec la création de nouvelles institutions multilatérales, comme l'OME par exemple. Mais il ne faut pas trop attendre de ces institutions qui n'existent pas pour le moment et pour lesquelles il n'y a guère de consensus mondial. En revanche, la mise en place de réseaux de gouvernance mondiale peut se faire assez rapidement dans trois domaines essentiels : l'environnement, les normes sociales et la finance internationale.

d) La mondialisation commence chez soi

Il faut enfin éviter de voir la mondialisation comme un épouvantail alors que dans bien des cas, elle ne fait que révéler nos propres faiblesses. Il est vrai, par exemple, que la mondialisation met à mal notre industrie. Mais la vraie question est celle de savoir comment nous y répondons. Or, fondamentalement, les causes de notre affaiblissement compétitif résultent moins d'une trop grande ouverture de nos marchés que de la convergence de deux facteurs : une spécialisation industrielle guère optimale et une insuffisante présence, notamment des PME sur les marchés émergents. Rappelons que nous sommes un des pays où la pénétration des

importations en provenance des pays à bas salaires est la plus faible des pays développés alors que la pénétration des biens industriels des pays à haut salaires est l'une des plus fortes. Appeler à se protéger contre les importations chinoises peut faire de l'effet d'autant que le commerce obéit à des principes contre intuitifs qui ne peuvent pas passer dans les opinions. Si par exemple on dit que le fait que nous soyons peu dépendants des importations à bas salaires est plus un signe de faiblesse que de force sonnera aux oreilles du citoyen moyen comme une provocation de très mauvais goût. C'est pourtant la réalité, une réalité que les Américains et les Japonais sans parler des Allemands ont bien compris . Il faut globalement refuser le protectionnisme non pas parce que cela ne serait pas convenable mais tout simplement parce que cela serait hautement inefficace. Au demeurant le risque protectionniste n'est pas très grand y compris en France. Un fait en atteste : la croissance des échanges mondiaux est plus forte que la croissance économique mondiale ce qui signifie bien que l'ouverture des marchés s'accroît même si encore une fois celle –ci ne constitue nullement une fin en soi.

Reste qu'au regard de tout cela, on pourra légitimement se demander ce qu'être de gauche signifie par rapport à la droite. Il faut admettre qu'entre ces forces, il n'y a pas d'écart abyssal car la droite française n'est pas une droite ultralibérale. Pour autant, ces deux forces ont nécessairement des traits différents car elles ne représentent pas toujours les mêmes groupes sociaux. La droite tend à penser que les intérêts des groupes sociaux finissent par converger. La gauche est sur ce plan, et à juste titre, plus méfiante. Simplement, au lieu de partir d'un collectif qui n'existe plus en tant que tel en croyant faire le bien de chacun, elle doit partir de la particularité des situations des individus pour construire le collectif.

Par ailleurs, et par la force des choses, la gauche a plus le souci des plus faibles et des plus vulnérables. Et dans cette perspective, elle est plus attentive aux processus

de redistribution vers ces groupes. Simplement, ce souci des plus faibles ne peut plus s'exprimer uniquement à travers les mécanismes de redistribution et d'interventionnisme étatique. La gauche doit apprendre à conjuguer redistribution et incitations. Si elle ne le fait pas, ce sont paradoxalement les couches populaires qui s'éloigneront d'elle car elles-mêmes vivent de plus en plus mal l'écart entre la dureté de leurs vies et celle des bénéficiaires passifs d'une redistribution sans incitations.